ultimatum

LE JOURNAL DE LA COALITION LARGE DE L'ASSOCIATION POUR UNE SOLIDARITÉ SYNDICALE ÉTUDIANTE (CLASSE)

En Grève!

NOMBRE D'ÉTUDIANTES ET D'ÉTUDIANTS EN GRÈVE:

178 000

(EN DATE DU 5 AVRIL)

BLOQUONSLAHAUSSE.COM

VERS UN PRINTEMPS QUÉBÉCOIS !

La manifestation du 22 mars dernier a rassemblée plus de 200 000 personnes venues exprimer leur mécontentement face à la hausse des frais de scolarité.

Qu'est-ce que la hausse des frais de scolarité?

Au Québec, l'éducation est considérée gratuite aux niveaux primaire, secondaire ainsi qu'au cégep. Pourtant, on demande aux étudiants et étudiantes de fournir leur matériel scolaire au primaire et au secondaire. De plus, au cégep et à l'université, des frais institutionnels viennent s'ajouter à la facture. Ces frais varient d'une institution à l'autre mais atteignent, en général, plusieurs centaines de dollars par année. À l'université, en plus du matériel scolaire et des frais institutionnels, il faut ajouter les « droits de scolarités » à la facture étudiante. Les droits de scolarité sont directement déterminés par le gouvernement qui impose un montant minimum à payer pour avoir accès à l'éducation supérieure.

Depuis 2007, nous assistons à une augmentation constante des droits de scolarité. En 2007, les droits de scolarité étaient de 1668 $ pour une année scolaire régulière. Le gouvernement libéral avait alors imposé une augmentation totale de 500 $. Cette année, le gouvernement augmentera encore les frais de 1625 $ sur une période de cinq ans. Cette nouvelle hausse portera les droits de scolarité à 3793 $. Au total, la facture universitaire sera de 4500 $ par année en 2017… et continuera d'augmenter dans les années à venir.

Plus d'une centaine de milliers d'étudiants et étudiantes de Québec sont présentement en grève afin de s'opposer à la hausse des frais de scolarité décrétée par le gouvernement libéral. Cette décision du gouvernement aura pour effet de priver l'accès à l'université pour des milliers de personnes et augmentera encore plus le fardeau des étudiantes et étudiants et, dans bien des cas aussi, de leurs familles qui les supportent souvent financièrement.

Si les étudiantes et étudiants sont en grève, prennent la rue ou organisent des actions, ce n'est pas tout simplement parce qu'ils et elles refusent de payer moins cher pour leurs études. En effet, il s'agit d'un combat plus large pour une éducation accessible à tous et à toutes, peu importe leur origine ; pour une éducation qui ne soit pas un luxe, mais un facteur d'épanouissement social et individuel ; pour une société où le savoir s'échange librement entre tous et toutes.

La lutte contre la hausse des frais de scolarité n'est pas que la lutte des étudiantes et étudiants. Elle est aussi celle de toutes celles et tous ceux qui, au Québec, considèrent que la taille du portefeuille ne devrait pas déterminer qui a accès à des services essentiels tels que l'éducation ou la santé.

La grève est étudiante La lutte est populaire!

MANIFESTATION POPULAIRE

Pour un printemps québécois!

SAMEDI 14 AVRIL
À 13H, PARC JEANNE-MANCE
(COIN MONT-ROYAL ET PARC, MONTRÉAL)

Le mouvement s'enracine!

- **Contre le principe d'utilisateur-payeur.**
- **Pour que les banques, les grandes corporations et les plus riches fassent leur « juste part ».**
- **Parce que nos vies valent plus que leurs profits, pour le respect des travailleurs et travailleuses.**
- **Contre les compressions budgétaires antisociales.**

CLASSE
WWW.BLOQUONS LAHAUSSE.COM

Les actions étudiantes sont-elles légitimes ?

Anna Perreault et Arnaud Theurillat-Cloutier, étudiante en histoire de l'art et étudiant en philosophie

Face au silence du gouvernement devant les revendications étudiantes, le mouvement de grève ne démord pas. Les actions et manifestations de toutes sortes se multiplient elles aussi. De la décoration du mobilier urbain avec du tissu rouge aux actions de perturbation, en passant par les blocages de ponts et de centres névralgiques de l'économie, le gouvernement est de plus en plus dépassé par les évènements. La question de la légitimité de ces actions soulève de nombreux débats au sein de la population en général, mais aussi dans les assemblées étudiantes. Ce qui est illégal est-il toujours illégitime ? Tentative de réponse d'un point de vue étudiant.

La grève, contre-pouvoir démocratique

Il faut rappeler que la présente grève générale n'est pas un mouvement précipité. De nombreuses autres actions ont été préalablement posées dans le but de faire reculer le gouvernement. Le 22 mars dernier, la mobilisation a même culminé lors d'une manifestation historique rassemblant plus de 200 000 personnes. Si les étudiants et étudiantes doivent aujourd'hui envahir les rues tous les jours au lieu de se retrouver sur les bancs d'école, c'est en raison de l'absence de réaction des élus libéraux. Ce mutisme se prolonge alors que des dizaines de milliers d'étudiants et étudiantes sont en grève depuis près de deux mois et que le mouvement récolte de nombreux appuis parmi la population québécoise (parents, professeur-e-s, syndicats, groupes communautaires, artistes, etc...). Le gouvernement, lui, refuse toujours de négocier. Il prétend qu'il a été élu démocratiquement pour prendre cette décision. Par la grève, les étudiants et étudiantes défendent une autre conception de la démocratie. Les grévistes refusent en effet de donner un chèque en blanc à un gouvernement tous les quatre ans, au moment des élections. La grève générale se veut un contre-pouvoir ayant pour but de défendre les intérêts populaires contre ceux d'une élite politique corrompue.

Un dialogue de sourds

Contrairement aux patrons et aux actionnaires, le mouvement étudiant ne dispose pas naturellement d'un poids économique significatif pour faire valoir ses revendications au gouvernement. Par contre, grâce à la force de la solidarité, les étudiants et étudiantes peuvent mener des actions de perturbations et de désobéissance civile qui exercent une pression importante. Ces actions ne sont donc pas gratuites : elles ont toujours une portée politique. Si les grévistes emploient les grands moyens, c'est bien parce que le dialogue est impossible. Non seulement le gouvernement ne veut-il pas négocier, mais même s'il voulait négocier, le mouvement étudiant ne pourrait lui faire entendre raison : on ne parle pas la même langue. Le gouvernement parle la langue des économistes, de la « croissance », de l'« économie du savoir » et de la « dette publique ». « L'économie d'abord ! » disaient les libéraux lors de leur dernière élection. Les étudiants et étudiantes parlent la langue de la dignité humaine, de la justice, de la solidarité sociale, du partage de la richesse et de la transmission du patrimoine culturel et scientifique.

Quand les deux parties prétendent défendre la juste cause, seule la force peut trancher en faveur d'un vainqueur. Le gouvernement a, lui, des forces policières lourdement armées et autorisées à faire des arrestations ainsi qu'à distribuer des contraventions pour casser la grève étudiante. Quant au mouvement étudiant, il a la force du nombre, la force de ses membres qui ont le courage de se tenir bras-dessus bras-dessous pour lui opposer une résistance physique, bloquer l'accès à un édifice ou à une rue, dans le but de faire reculer le gouvernement.

Des actions illégales ciblées

Le mouvement étudiant sait pertinemment que ses actions sont dérangeantes et souvent illégales. Si elles ne l'étaient pas, le mouvement étudiant pourrait déjà concéder la victoire au gouvernement et rentrer en classe. C'est précisément parce que les grévistes refusent le quotidien qu'on leur impose qu'ils et elles perturbent l'ordre social, qu'ils et elles bravent la loi. Face à une injustice, on ne peut laisser la routine nous faire oublier notre devoir de défendre la dignité humaine. Si les actions étudiantes sont souvent illégales, elles ne sont pas pour autant illégitimes. Elles ne visent en effet jamais l'intégrité physique des personnes, contrairement à la police anti-émeute. Les actions étudiantes ciblent des institutions, des objets et des axes de communications qui sont impliqués dans le débat sur l'éducation. Le mouvement étudiant ne s'attaque pas à des individus, mais à un système économique et politique injuste.

Généralement, les actions ciblent des acteurs et actrices politiques ou économiques d'importance, qui se sont positionné-e-s sur la question ou qui ont des intérêts dans l'actuelle privatisation des universités. Parfois, des travailleurs et des travailleuses sont affecté-e-s par les actions étudiantes. Mais il faut bien comprendre que ces actions ne visent pas directement à nuire aux travailleurs et travailleuses, bien au contraire, mais plutôt à perturber le cours normal de l'économie. Un travailleur ou une travailleuse qui ne peut se rendre à son travail en raison d'un blocage étudiant ne peut être tenu-e responsable de son absence. Ce sont les patrons et patronnes, les gestionnaires et les actionnaires qui ont le plus à perdre dans le fait que leur entreprise ne fonctionne pas pendant une journée à cause d'une action étudiante. Rappelons que ce sont ces mêmes patrons qui défendent ardemment la hausse des frais de scolarité.

D'autre part, en s'immiscant dans le quotidien des gens, les étudiants et étudiantes forcent la prise de position politique. Les grévistes espèrent ainsi que les personnes affectées vont tenter de se renseigner afin de comprendre les raisons profondes qui les poussent à poser de tels gestes. D'abord et avant tout, les grévistes luttent contre l'ignorance et l'indifférence.

Revendications et principes de la CLASSE

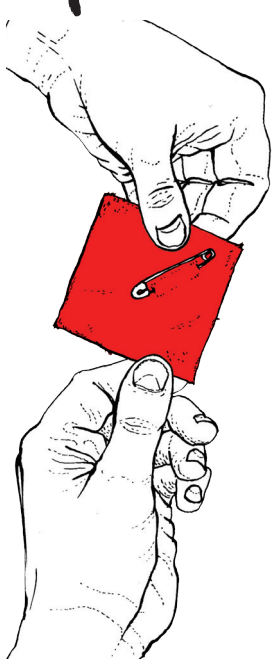
- Pour une éducation gratuite, accessible, publique, non-discrinatoire et de qualité, libre de l'ingérence du privé.
- Pour un syndicalisme étudiant démocratique, féministe et combatif.
- Contre toute hausse de frais de scolarité dans une perspective de gratuité scolaire. Sans considération pour l'origine des étudiantes et étudiants.
- Contre les compressions budgétaires affectant les cégep et l'ensemble des services publics.

Qu'est-ce que la CLASSE?

Fondée par l'Association pour une Solidarité Syndicale Étudiante (ASSÉ) en décembre dernier dans le contexte de la hausse des frais de scolarité, la Coalition large de l'ASSÉ (CLASSE) est une coalition nationale d'associations étudiantes représentant la majorité des grévistes. Elle rassemble présentement plus de 95 000 membres dans les cégeps et universités du Québec.

www.bloquonslahausse.com

Opération Carré Rouge



« La cause étudiante se doit d'être entendue par la population et le gouvernement! Si vous êtes CONTRE la hausse des frais de scolarité, la marchandisation de l'éducation, le capitalisme ou l'abandon de la valeur «éducation» au sein de la société québécoise, vous êtes invité à mettre un carré rouge (une nappe, un drap, une pancarte....) sur votre balcon ou dans votre fenêtre, à la manière du référendum de 1995. Le carré rouge doit être partout! C'est un moyen pacifique, facile et significatif de montrer nos couleurs! »

Citoyens et citoyennes, uni-e-s contre la tarification !

La coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics (aussi appelée la Coalition main Rouge) est un regroupement de 137 organismes communautaires, syndicaux, féministes et étudiants. Voici un extrait de leur journal express sur l'éducation.

Tout le monde s'entend pour dire que l'éducation est une priorité pour toute société. Pourtant, un débat important oppose deux visions : d'une part, celle qui affirme que l'éducation doit demeurer un service public, universel et accessible à tout le monde, et d'autre part, celle qui propose que l'éducation devrait être privatisée (en tout ou en partie) et que les étudiants et étudiantes ou leurs familles devraient assumer des coûts (plus ou moins élevés) pour y avoir accès. Pour la Coalition, l'éducation est un droit. Donc, tout le monde doit y avoir accès, peu importe son revenu ou celui de ses parents. Imposer un prix à l'éducation, que ce soit à la maternelle ou à l'université, rend son accès plus difficile, voire carrément impossible, tout particulièrement pour les plus pauvres. Est-ce qu'on veut revenir à l'époque ou seulement les fils de médecins pouvaient devenir médecins?

L'augmentation des frais universitaires, c'est l'affaire de tout le monde

Souvent, on entend dire que les étudiants et étudiantes de l'université sont des « chialeux » qui pleurnichent pour rien, parce que leurs frais de scolarité sont plus bas ici qu'ailleurs. S'il est vrai que l'université est moins dispendieuse au Québec qu'ailleurs au Canada ou aux États-Unis, cela devrait être une source de fierté et non une honte! Et si on souhaite se comparer, pourquoi ne parle-t-on jamais des endroits où l'université est gratuite?

Nous avons les universités les plus abordables au Canada... ce qui fait qu'elles sont aussi les plus accessibles : le taux de fréquentation des cégeps et des universités québécoises le démontre bien. Il est supérieur à la moyenne canadienne! Ce qui fait qu'ici, les plus pauvres vont plus à l'université qu'ailleurs au Canada. Pourquoi revenir en arrière et réserver l'éducation aux plus riches?

Dans le fond, que ce soit en santé ou en éducation, c'est toujours la même chose qui se produit. On demande toujours aux mêmes de payer, et ce sont toujours les mêmes qui s'en sauvent. Si on veut financer de façon juste et équitable l'éducation, il faut aller chercher l'argent où il est, pas dans les poches vides des étudiants et étudiantes et de leurs familles qui en arrachent déjà!

Pendant qu'on leur demande de payer de plus en plus pour aller à l'école, les directions des universités construisent des pavillons inutiles, se paient des bonus incroyables et des centaines d'entreprises profitables ne paient pas ou peu d'impôt. Récemment, on apprenait que les banques canadiennes on fait 17 milliards de profit... en seulement neuf mois! Pourquoi ne pas aller chercher l'argent là?

Répétons-le: l'éducation, c'est l'affaire de tout le monde! Lorsque les écoles forment des citoyens et citoyennes éduqué-e-s, c'est toute la société qui en profite. Et si on veut que nos enfants, peu importe leur revenu, puissent aller à l'université, il faut se mobiliser avec eux pour bloquer la hausse des frais de scolarité! C'est une question de société. Et il n'y aura pas plusieurs occasions de le faire…